



Newsletter

Franco-Arabe

LETTRE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-ARABE - N° 149 FÉVRIER 2022

C'était écrit !

SOMMAIRE

- **Edito : C'était écrit !** p 1-2
- **L'industrie nucléaire française.**
p 3-6
- **Publicité Suez.** p 7
- **Entretien avec son Excellence
l'Ambassadeur du Royaume
de Bahreïn en France.**
p 8-10
- **Les échanges économiques
entre la France et les pays
arabes.**
p 11
- **Brèves économiques arabes.**
p 12
- **Foires et Salons.**
p 13
- **Publicité Antea.** p 14



Les chiffres du commerce extérieur français pour l'année 2021 sont tombés. Oh, on ne s'attendait pas à une franche amélioration, non. Mais le solde commercial, avec une nouvelle chute de 20 milliards d'euros, s'est établi à son plus bas historique : - 84, 7 milliards d'euros.

Ce chiffre seul est déjà largement, et suffisamment, inquiétant. Mais plus encore. Mis à part le solde avec l'Amérique, ce dernier baisse avec toutes les autres zones. Avec l'Afrique, alors qu'il était devenu excédentaire en 2020, il redevient négatif. Avec le Maghreb, le solde 2021 plonge à - 4 milliards d'euros ! Même avec les pays du Proche et du Moyen-Orient, s'il reste positif à 3,5 milliards d'euros, il baisse de 1,9 milliard.

Certes le coût des matières premières, sur une petite partie de l'année dernière, explique partiellement ces variations. On peut d'ailleurs d'ores et déjà se demander, pour ne pas dire s'inquiéter, de ce qu'il en sera pour 2022... !

Mais il faut aussi rajouter comme facteur inquiétant le fait que les exportations françaises, même si elles ont rebondi en 2021 de + 17 % après une chute de 15,8 % en 2020, n'ont pas encore retrouvé leurs niveaux de 2019, alors que les niveaux des exportations de nos principaux compétiteurs européens dépassent ceux d'avant crise.

L'activité de légalisations que conduit la CCFA pour une partie des pays du monde arabe et les relations que nous entretenons avec nos membres nous servent facilement de baromètre. Et le suivi au quotidien de cette activité nous avait déjà, comme en 2020, mis « la puce à l'oreille ». Les efforts réalisés à la fois par le dispositif public, les acteurs privés, et les entreprises elles-mêmes, ne permettront pas dans les années qui viennent de redresser de façon

CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-ARABE



*Le Président M. Vincent Reina et le Secrétaire général
M. Abdulhakeem Al Kalifah*

significative cette situation, tant ses causes sont multiples, nationales et internationales.

Faut-il pour autant baisser les bras ? Certainement pas !

Ce n'est pas pour rien que la CCFA affiche depuis plusieurs mois maintenant sa volonté d'être plus que jamais opérationnelle, plus que jamais aux côtés des entreprises pour leur apporter les services, mais d'abord et avant tout l'information et les contacts dont elles ont besoin. Et nous n'allons pas « lever le pied » !

Nous aurons l'occasion de revenir dans une prochaine Newsletter plus en détails sur les échanges pays par pays, comme nous le faisons traditionnellement.

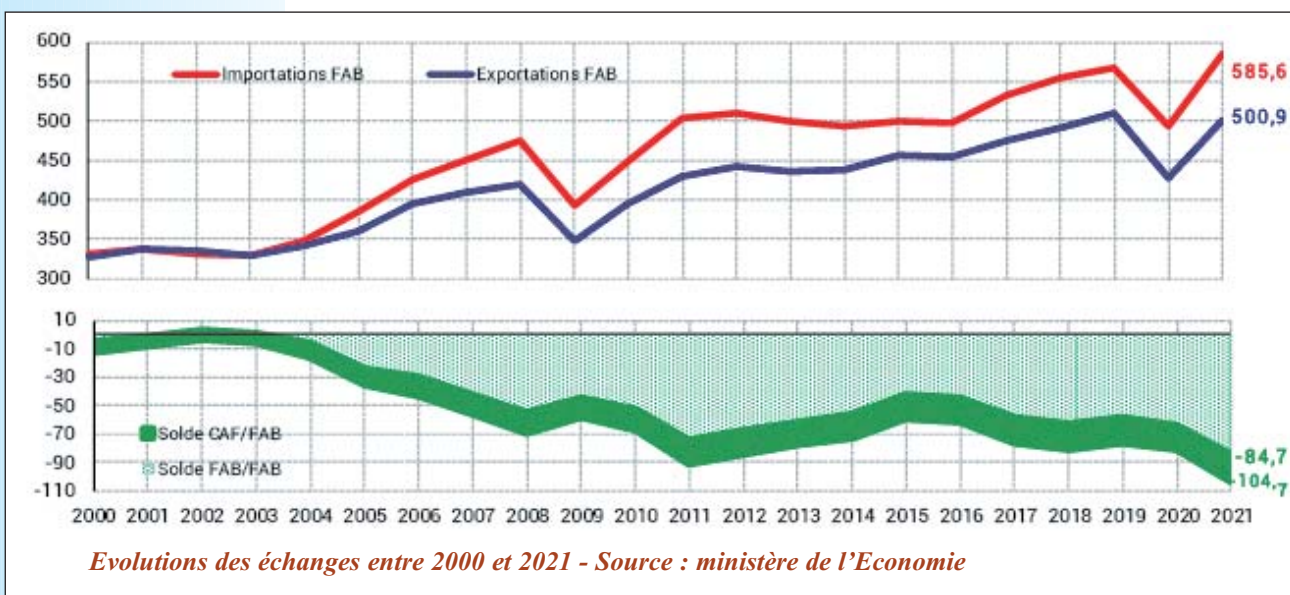
Mais il faut une fois pour toutes que nous prenions, tous et toutes, consciences, en France et à l'étranger, en France et dans le monde arabe pour ce qui nous concerne, qu'il faut que nous ayons des approches bien plus concertées, bien plus collectives pour une meilleure efficacité. Chacun avec ses moyens, chacun dans son domaine, mais avec une véritable volonté de mutualisation. Et une approche renouvelée aussi de notre façon de vendre à l'étranger.

La CCFA continuera, pour ce qui la concerne, à faire ce qu'elle a à faire.

Je profite de l'occasion pour vous annoncer l'arrivée de notre nouveau Secrétaire général, en remplacement du Dr Saleh Al Tayar, Secrétaire général de la Chambre pendant 18 ans, que je remercie pour tout ce qu'il a pu faire pour les échanges franco-arabes. Monsieur Abdulhakeem Al Kalifah est arrivé en janvier et nous avons bien entendu déjà commencé à travailler ensemble. Mais je saisis cette occasion pour lui souhaiter la bienvenue ! Il aura, je n'en doute pas, à cœur d'apporter sa contribution à la CCFA afin de renforcer l'intensité des échanges entre la France et les pays arabes notamment à travers ses réseaux et à travers nos partenaires membres de l'Union des Chambres Arabes. Saoudien, ingénieur, il a réalisé une longue carrière militaire qui l'avait déjà conduit en France il y a quelques années. Comme entrepreneur, il préside des structures de conseil ou d'approvisionnement en biens industriels. Toutes ces expériences lui seront très certainement utiles et je ne doute pas qu'il saura apporter à la CCFA une dimension nouvelle et complémentaire à tout ce qu'elle a construit depuis maintenant plus de 51 ans.

Alors au travail ! Même si je me doute bien que depuis quelques jours l'esprit des uns et des autres doit être en partie « ailleurs ». Sur le terrain du conflit qui en Ukraine vient de démarrer et dont on ne sait aujourd'hui ni quand, ni comment, ni avec quelles conséquences, il se terminera. Cela n'est certes pas de nature à nous rendre plus optimistes, ou plus confiants, quant à l'avenir des échanges internationaux. Mais continuons, d'abord et avant tout, chacun et chacune, à faire ce qui est attendu de nous, à notre niveau, dans notre domaine.

Vincent REINA
Président de la CCFA



**Nos
partenaires
2022**

Stratégiques



Gold



L'industrie nucléaire française, organisation et exemples de collaborations en zone MENA



Il y a peu de temps encore, la question de limiter le recours à l'atome pour produire de l'électricité était presque dans le domaine de l'acquis. Ce temps est révolu et l'on assiste aujourd'hui à la renaissance de cette industrie que l'on considère désormais comme une véritable « chance pour l'Hexagone » selon les propos mêmes du Président Emmanuel Macron qui, plaide désormais en faveur de cette source d'énergie tout en reconnaissant la nécessité de développer les énergies renouvelables.

Le retour en grâce du nucléaire, que l'on présentait naguère comme dangereux, surtout après les deux catastrophes de Tchernobyl et Fukushima, est à mettre au compte de l'émergence de nouvelles données, notamment la recherche de la souveraineté énergétique à l'heure où les besoins sont croissants. Ensuite, à la lutte contre le réchauffement climatique, qui passe forcément par la décarbonation de l'économie et donc par l'électrification de l'industrie. Ou encore, à la sécurité d'approvisionnement souvent mise à mal par les tensions internationales, et nous en avons aujourd'hui la démonstration avec la guerre au cœur de l'Europe et les tensions qu'elle provoque notamment sur les livraisons de gaz, à l'Europe. Et enfin, au poids de la facture énergétique, de plus en plus lourd, dans la balance commerciale.

À l'heure où la « renaissance » du nucléaire en France est actée et l'annonce de la nouvelle stratégie pour cette filière est proclamée, la Chambre de Commerce Franco-Arabe a invité, le 23 février dernier à la Maison des Polytechniciens, M. Hervé Maillart, Délégué permanent de la filière nucléaire française auprès du Conseil National de l'Industrie (CNI), pour présenter l'expertise et l'étendue du savoir français en la matière et son offre à l'international.

« Permettez-moi d'abord de vous souhaiter la bienvenue à l'occasion de cette réunion de travail et de vous dire combien nous sommes heureux de vous retrouver ici nombreux » a déclaré le Président de la Chambre de Commerce Franco-Arabe, M. Vincent Reina, en ouverture de cette rencontre.

Abordant le thème de la rencontre, M. Vincent Reina a indiqué qu'il était loin d'imaginer combien ce thème serait pertinent au regard de l'actualité. Et de développer : « la question de la disponibilité de l'énergie, de son coût, ou le renforcement de certaines thématiques comme celle de la décarbonation de l'économie, mettent l'énergie nucléaire au premier rang des priorités pour notre avenir, pour notre souveraineté et pour le rayonnement international de la France ».

Rappelant le parcours exceptionnel de son invité - ingénieur en génie mécanique de Centrale Lille et ancien élève d'HEC Paris - le Président de la CCFA a souligné que M. Maillart avait occupé plusieurs postes clés, notamment Directeur de la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine, puis Expert sur les actifs des activités nucléaires du groupe EDF à l'international, ainsi que Vice-Président des projets internationaux nucléaires, avant d'accéder en 2018 au poste de Responsable de la coordination de l'industrie nucléaire française pour le CNI. Et de terminer : « si quelqu'un connaît le sujet, et en France et à l'international, c'est bien vous, M. Maillart ! ».

Il a remercié M. Maillart pour sa présence et celle de ses collègues d'EDF : M. Hervé de Trémolles, Responsable développement international et M. Matthieu Maurin, Directeur de projet, Développement International. Comme il a remercié M. Bertrand de Fonvielle, membre du Conseil d'Administration de la

**Nos
partenaires
2022**

Stratégiques

VEOLIA

transdev
the mobility company

Gold

anteagroup

Chambre pour son initiative d'approcher M. Maillart et lui demander d'animer cette rencontre.

Prenant la parole, M. Maillart a remercié le Président de la CCFA pour son accueil avant de dresser, en préambule à son exposé, les perspectives de l'énergie nucléaire par rapport à la situation du monde actuel. Et de pointer trois facteurs qui le poussent à dire que le nucléaire est l'énergie de l'avenir. En premier lieu, il a indiqué qu'un milliard de personnes dans le monde n'avaient pas l'électricité; le nucléaire avec ses différents projets, notamment, les petits réacteurs, peut répondre à cette problématique, dit-il. Le



deuxième facteur concerne le coût du combustible, estimé, selon lui, entre 5 à 10 % du coût total des investissements. Ce facteur, dit-il, peut garantir la stabilité du coût de l'énergie dans le temps pour les pays qui souhaitent cette énergie. Enfin, il a indiqué que l'énergie nucléaire était une énergie décarbonée, au même rang que l'énergie éolienne et elle serait même inférieure à l'énergie solaire, en terme de poids/carbone sur le cycle de vie par rapport à la production assurée.

Cette introduction terminée, M. Maillart a présenté le plan de son intervention, articulé autour de quatre axes, à savoir : la présentation de l'organisation de la filière nucléaire en France, l'offre française à l'international à travers notamment l'exemple de la collaboration avec les E.A.U, le plan de relance de la filière nucléaire française et enfin l'Université des Métiers du Nucléaire

(UMN), lancée en avril 2021.

L'industrie nucléaire française

Présentant le cadre général de l'industrie nucléaire française, M. Maillart a indiqué que le secteur faisait partie des secteurs stratégiques du Conseil National de l'Industrie (CNI) qui regroupe les 19 secteurs industriels en France. « Le CNI, présidé par le Premier ministre, se réunit plusieurs fois par an. Il fixe les grands objectifs de l'industrie française et charge des coordonnateurs de décliner la stratégie définie auprès des industriels de chaque filière » a-t-il expliqué.

Abordant le potentiel de l'industrie nucléaire française, il a rappelé que cette filière regroupe 32000 entreprises, dont 85 % de PME et que 58 % de ces entreprises travaillent à l'international. Ce secteur bénéficie d'une grande expertise, investit un milliard d'euros par an en R&D, et offre des emplois non délocalisables à 220.000 personnes.

Poursuivant sa démonstration, M. Maillart a souligné que plus de 120 réacteurs sont exploités dans le monde grâce à la technologie

L'industrie nucléaire français

- **3^{ème} secteur industriel français**
- **220.000 emplois non délocalisables**
- **3.200 entreprises**
- **85 % sont des PME**
- **58 % ont des activités internationales**

française et que les entreprises françaises travaillant dans ce secteur fournissent des services à plus de 300 réacteurs dans le monde parmi lesquels des réacteurs construits avec des technologies non françaises. Concluant sur ce chapitre, il a indiqué que la France faisait partie des rares pays dans le monde à maîtriser l'intégralité du cycle de vie des installations nucléaires : depuis la conception et l'exploitation et au démantèlement des sites, ainsi que la gestion du cycle du combustible. Par ailleurs, il a indiqué qu'EDF exploite 58 réacteurs en France et 15 au Royaume-Uni. Et de noter que 9 réacteurs sont actuellement en démantèlement en France, soulignant également que 4 réacteurs sont actuellement en construction : un en France, un en Finlande, et deux en Angleterre.

L'électricité est un élément important dans la stratégie de décarbonation de l'économie, a-t-il souligné, indiquant que le nucléaire permet de piloter et de varier la production en fonction de la puissance attendue par le réseau, contrairement à d'autres sources d'énergies. Il a rappelé que le nucléaire qui fournit 75 à 80 % de l'électricité en France était géré dans un cadre réglementaire très strict obéissant à des normes de sûretés reconnues parmi les plus strictes dans le monde et bénéficiant d'une technicité hautement qualifiée des industriels français.

Concernant la stratégie de la France dans ce domaine, M. Maillart a rappelé les objectifs définis par le CNI à ce sujet notamment ceux qui sont définis par le contrat signé en 2019 qui donnent la

priorité à la promotion de l'emploi, à la compétence et la formation, à la transformation numérique de la filière, à sa structuration à l'international et à sa transformation écologique à travers notamment la promotion des technologies du futur.

Par ailleurs, il a souligné qu'avec la crise sanitaire de la Covid-19, un avenant à ce contrat initial est venu en avril 2021 pour précé-

fier les processus industriels, garantir plus facilement le dialogue avec l'Autorité de Sûreté et sécuriser les marges de sûreté et d'exploitation.

M. Maillart a par ailleurs exposé la gamme des réacteurs mis au point par la technologie française pour répondre aux besoins de ses clients. Il a notamment cité les EPR 1650 MWe en service dans certains pays, notamment en Chine ; c'est le réacteur le plus puissant du monde, il est destiné aux réseaux électriques les plus aboutis capables d'absorber l'énergie produite. Il a dévoilé que les ingénieurs travaillent sur un modèle d'EPR 1200 MWe et sur le réacteur NUWARD™ : SMR (Small Modular Reactor) produisant 2X170 MWe dont les composants peuvent être fabriqués en usine et transportables. Ce modèle, destiné à la fabrication en série, permet de réduire le coût et d'augmenter la « fabricabilité », a-t-il expliqué. Enfin il a expliqué que tous ces réacteurs de nouvelles générations avaient des niveaux de sécurité élevés conformes au niveau des exigences européennes et internationales et intègrent toute l'expérience de la filière française dans ce domaine.



S.E M. Abi Assi, Ambassadeur de la Ligue Arabe

ser les axes précédents et en y rajoutant la création de l'Université des Métiers du Nucléaire (UMN), le renforcement de la solidarité entre les PME et les grandes entreprises au sein du secteur, le renforcement de sa compétitivité et sa souveraineté. Par ailleurs, il a

indiqué que l'avenant au contrat initial mettait aussi en place de nombreuses innovations notamment, le développement du SMR français, le NUWARD™, le développement de fabrications métallurgiques innovantes ou encore la mise en place de maquettes numériques d'un réacteur nucléaire pour simpli-

Le renouveau du nucléaire français

- Développement massif des ER
- 6 EPR2 seront construits d'ici 2050
- Etudes pour la construction de 8 EPR2 supplémentaires
- 500M€ au projet NUWARD
- 500M€ pour développer des réacteurs innovants
- Acquisition par EDF des activités nucléaires de GE Steam Power et les turbines Arabelle

L'offre française à l'international

Abordant l'offre française à l'international à travers notamment la collaboration avec les Emirats Arabes Unis, M. Maillart a commencé par décrire les installations sur place avant de passer à l'offre française. Il a notamment indiqué que les Emirats arabes unis qui s'étaient fixés l'objectif d'atteindre la neutralité carbone en 2050 avaient choisi en 2008-2009 la technologie coréenne pour construire la centrale de Barakah située à 250 km à l'ouest d'Abu Dhabi. La première tranche a démarré en 2020, la deuxième en 2021 et la troisième tranche est prévue pour cette année, a-t-il dit. Ajoutant : « à termes, la centrale de Barakah doit assurer 25 % des besoins en électricité du pays ». Par ailleurs il a indiqué que les Emiratis avaient construit une organisation nucléaire sur la base d'une collaboration entre ENEC, le propriétaire des installations et NAWAH, une filiale (80 % émiratie et 20 % coréenne) pour exploiter les installations.

La collaboration entre la France et les Emirats Arabes Unis a démarré avec le lancement de «E-Fusion» (Emirates-France Industrial Supply-Chain Initiative for Nuclear) qui a pour objectif de promouvoir l'industrie française auprès du propriétaire ENEC/NAWAH et des industriels locaux. La première étape a été lancée en 2016 sur des objectifs bien définis comme l'exploitation, la formation et des tests sur les équipements. La deuxième étape a

Visitez le site
de la **Chambre**
de commerce
franco-arabe
www.ccf franco-arabe.org

vu le jour en 2019. Aujourd'hui nous avons cinq associations d'industriels en place dans les domaines comme l'aide à l'exploitation, la gestion des déchets et des actes de maintenance, a-t-il dit, soulignant que tout cela était supervisé par les deux gouvernements. Quant à l'avenir, il a signalé que l'objectif serait « de mieux segmenter les entreprises françaises qui accompagnent les grands groupes aux Emirats en différentes branches pour mieux

liards d'euros. Une enveloppe fournie qui est partagée presque à parts égales entre la promotion de la compétitivité (34 milliards d'euros), l'écologie (34 milliards d'euros) et la cohésion (36 milliards d'euros). Le nucléaire dans ce plan de relance hérite de 470 millions d'euros qui financeront des projets dans les trois piliers du contrat signé dans le cadre du CNI. Au total 95 projets sélectionnés pourront bénéficier des sommes allouées notamment, 77 projets d'accompagnement des industriels et 18 projets sur les compétences. Ainsi 100 millions d'euros seront alloués au soutien des PME-PMI, 100 millions pour les relocalisations et le développement des compétences en France, 200 millions pour la R&D et l'industrie du futur notamment deux projets sur les SMR et la réutilisations des métaux très faiblement radioactifs.

Pour finir sur ce chapitre, M. Maillart a indiqué que l'industrie nucléaire était engagée dans une dynamique interne de transformation pour la ramener au plus haut niveau de rigueur, de qualité et d'excellence.

Par ailleurs, rappelant le renouveau du nucléaire français, il a souligné que l'annonce du Président Emmanuel Macron, faite en février dernier, propose notamment, le développement massif des EPR avec la construction de 6 EPR2, l'étude pour la construction de 8 EPR2 supplémentaires, le développement avant 2030 du projet NUWARD™ porté par EDF et le développement de réacteurs innovants.

L'Université des Métiers du Nucléaire

Le dernier volet de l'intervention de M. Maillart à cette matinée de travail, était consacré à l'Université des Métiers du Nucléaire

Actions de l'UMN

- Soutenir la création de nouveaux sites/cours
- Soutenir les projets locaux
- Mettre en place des bourses d'étudiants
- Le lancement d'un site Internet des métiers

(UMN) lancée en avril 2021. Cette initiative vise à dynamiser les dispositifs de formation de la filière nucléaire, aux niveaux régional, interrégional et national, notamment dans les compétences critiques. L'UMN est directement sous le parrainage du CSFN. Elle œuvre pour soutenir la création de nouveaux sites et cours de formation et s'active au déploiement de méthodes pédagogiques innovantes ciblées sur les métiers sensibles tels que le soudage et l'usinage. La création de l'UMN permet, entre autres, de soutenir les projets locaux, notamment à travers des campus régionaux qui renforcent la formation aux métiers de l'industrie nucléaire et travaillent à la mise en place de bourses d'étudiants pour améliorer l'attractivité des métiers à haute tension (électriciens industriels, chaudronniers). Dans le cadre de cette Université, plusieurs projets ont été lancés notamment un site Internet des métiers et de la formation mis en place à destination du grand public pour contribuer à l'attractivité de la filière.



M. Bertrand de Fonvielle et M. Hervé Maillart



faire correspondre les solutions aux besoins ».

M. Maillart a notamment souligné que lorsque l'industrie française vend du nucléaire, elle vend également l'ensemble du savoir-faire français ; aussi bien la formation et la compétence que les implantations locales. Par ailleurs, il a indiqué que les technologies françaises de troisième génération offrent une large gamme de puissance avec des niveaux de sûreté les plus fiables de leur catégorie. Enfin, il a souligné que l'offre française comprend une expertise en financement des grands projets et apporte des solutions compétitives et innovantes en matière de financement de projets de construction neuve.

Plan de relance « France 2030 »

Le troisième volet de l'exposé était consacré au plan de relance « France 2030 » pour lequel l'Etat français a consacré 100 mil-



**One country, many regions,
the same commitment:
shaping a sustainable
environment now**

As a world leader in essential environmental services,
we supply high-quality water, suited to every type of use,
and ensure the protection of this common good.

We recover wastewater and waste to convert them into new resources.
SUEZ reaffirms this commitment each and every day, including during the health crisis.



Entretien avec Son Excellence Sheikh Khalifa bin Ahmed AL KHALIFA, Ambassadeur du Royaume de Bahreïn en France



Bahreïn, le plus petit Etat du Golfe, a souvent été pionnier pour ses pays voisins. Premier Etat du Golfe à découvrir du pétrole et premier Etat du Golfe à se lancer dans un vaste plan de diversification de l'économie pour préparer l'après-pétrole, le Royaume a admirablement maintenu ainsi, pendant des décennies, une forte croissance malgré les difficultés auxquelles il était souvent confronté, notamment en 2009, 2011 et 2014.

Sous l'égide de Sa Majesté le Roi Hamad bin Isa Al Khalifa, le gouvernement a lancé en 2008 « Vision 2030 », un vaste plan de développement pour diversifier l'économie et créer de nouvelles sources de revenus, en donnant une place prépondérante au secteur privé.

Malgré la crise sanitaire, la chute des prix du pétrole et le ralentissement du commerce international qui ont affecté son économie en 2020, le pays qui bénéficie d'un environnement économique et réglementaire ouvert et attractif, maintient le cap et poursuit ses efforts pour attirer les investisseurs dans les secteurs clés de son plan de développement, notamment dans l'éducation, la santé, l'industrie manufacturière, la logistique, le tourisme, la finance, l'industrie et le secteur pétrolier bien évidemment.

Son Excellence Sheikh Khalifa bin Ahmed AL KHALIFA, Ambassadeur du Royaume de Bahreïn en France, a accepté de répondre à nos questions pour nous donner un panorama de l'état de l'économie de son pays et de ses relations avec la France.

Newsletter - L'économie de Bahreïn, la plus diversifiée parmi les pays du Golfe, a été fortement affectée en 2020 en raison, notamment, de la crise sanitaire, de la baisse des prix du pétrole et du ralentissement du commerce international. L'économie du Royaume a-t-elle retrouvé ses couleurs en 2021 ? Quelles sont les perspectives à court et moyen termes ?

Je voudrais exprimer mon optimisme à cet égard, surtout que je constate que l'économie bahreïnienne continue d'être l'une des économies caractérisées par la croissance la plus rapide dans la région. Par ailleurs, le Fonds monétaire international a indiqué que le taux de croissance du produit intérieur brut de Bahreïn était de 2,4 % en 2021, et il est prévu que ce taux atteigne 3,1% en 2022, sachant que cette croissance est principalement due à la croissance du PIB non pétrolier, qui devrait croître de 5% en 2022 par rapport à 3,2% en 2021, selon les données du Ministère des Finances et de l'Economie nationale du Royaume de Bahreïn.

Newsletter - Le Royaume de Bahreïn a lancé tout récemment un plan de redressement économique avec des investissements à hauteur de 30 milliards de dollars. Pouvez-vous nous donner les grandes lignes de ce plan, les projets qu'il entend mettre en œuvre et à quel horizon ?

Les projets proposés par Bahreïn concernent des secteurs-clés, notamment les secteurs des infrastructures, du sport, de l'industrie et du tourisme, ainsi que celui des projets de logement.

L'un des principaux projets d'infrastructures est celui de la construction d'un deuxième pont qui va relier Bahreïn au Royaume d'Arabie saoudite, et qui sera plus grand en taille et en capacité que le pont actuel qui constitue lui-même une artère commerciale reliant les deux pays depuis près de quatre décennies. En plus des voies réservées aux véhicules, le nouveau pont comprendra une voie ferrée supplémentaire. Ce projet stratégique permettra une nouvelle avancée dans les relations stratégiques, politiques, économiques et même culturelles entre les deux pays.

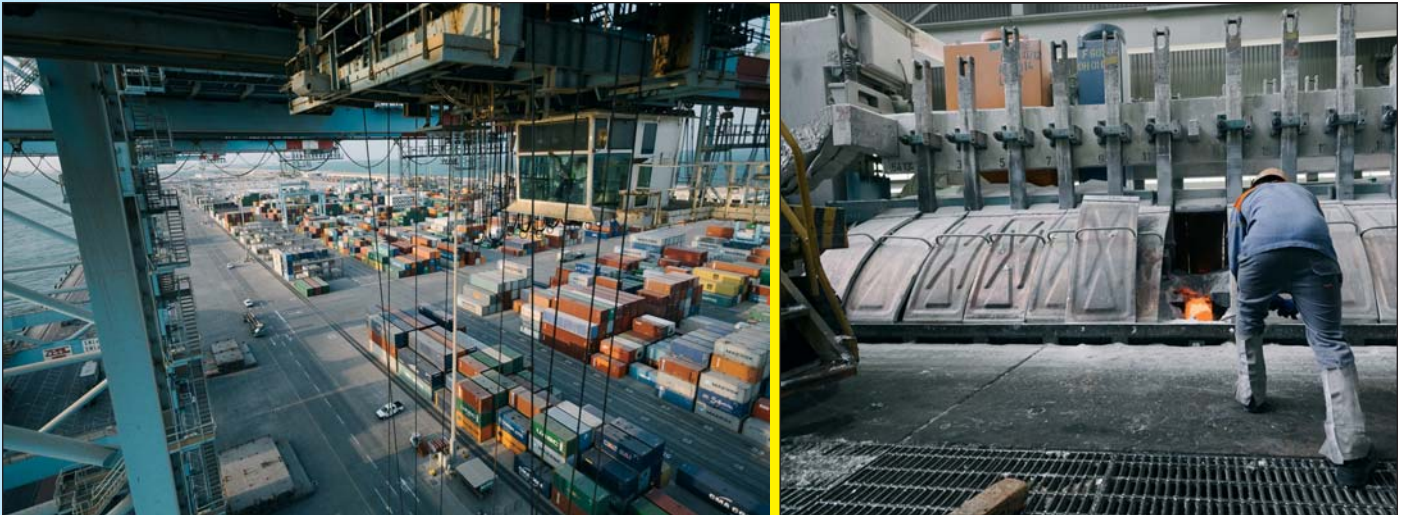
Un autre grand projet d'infrastructure est celui de la construction d'un réseau de métro long de 109 km, qui desservira toutes les régions de Bahreïn, et qui sera progressivement mis en œuvre en plusieurs phases.

Les projets de développement comprennent également une cité sportive qui accueillera un stade omnisports, le plus grand du Royaume, avec des terrains de jeux construits conformément aux normes internationales, ainsi qu'un complexe commercial et des hôtels au sein de cette cité.

Parmi les projets vitaux figure la création d'une nouvelle ville au sud du pays, un projet qui sera mis en œuvre en cinq phases, dont la première comprendra la création d'un hôtel cinq étoiles et d'un parc d'attractions.

Il existe également d'importants projets de logement qui sont construits sur la base d'un partenariat entre le gouvernement et le secteur privé, avec des constructions édifiées sur des terrains appartenant au gouvernement et visant à établir plus de 16000 logements.

Le partenariat avec le secteur privé à l'intérieur comme à l'extérieur de Bahreïn fait partie de nos priorités dans la prochaine phase de la mise en œuvre de ces projets, car nous avons récemment lancé une plateforme d'investissement « invest.bh », afin que les investisseurs puissent accéder aux opportunités offertes par les grands projets de développement et se renseigner sur les futurs projets d'investissement à Bahreïn.



Newsletter - Les investissements directs étrangers entrants au Royaume ont affiché en 2020 une contraction de plus d'un tiers par rapport à 2019. Le gouvernement a annoncé son intention de mettre en œuvre des réformes de grande ampleur pour attirer les investissements étrangers. Pouvez-vous nous indiquer les grandes lignes de ces réformes ? Pourquoi Bahreïn reste-t-il une place attractive pour les investissements étrangers ?

Tout d'abord, je voudrais souligner que les investissements directs au Royaume de Bahreïn ont augmenté d'un milliard de dollars en 2020, en accord avec la croissance des années précédentes, où la proportion des investissements directs cumulés, par rapport au PIB, a atteint 91 %, un taux près de deux fois plus élevé que celui de la moyenne mondiale qui est d'environ 49%. Cela illustre l'importance de ces investissements pour l'économie bahreïnie. Par ailleurs, ces investissements ne cessent de croître et d'entrer sur le marché de Bahreïn et donc sur le marché du Golfe, ce qui indique, par conséquent, que l'attractivité des investissements du Royaume est toujours un facteur d'influence dans les décisions relatives à ces investissements.

A titre d'exemple, le Conseil de développement économique (Economic Development Board), l'autorité chargée d'attirer les investissements au Royaume de Bahreïn, a annoncé avoir réussi, en 2021, à attirer 86 entreprises de plusieurs pays, et qui devraient investir, au cours des trois prochaines années, 839 millions de dollars répartis entre des entreprises en provenance de 22 pays. 36% de ces investissements directs proviennent d'entreprises nouvellement installées au Royaume de Bahreïn, et qui cherchent à avoir accès au marché régional en plein essor, où Bahreïn bénéficie de nombreux facteurs qui constituent des éléments d'attraction, notamment la liberté économique, la non-imposition, un environnement législatif cohérent, le faible coût de fonctionnement et la présence de compétences locales, en plus de la jouissance par Bahreïn d'infrastructures avancées et de capacités logistiques qui facilitent les liaisons avec les marchés voisins, en particulier celui du Royaume d'Arabie Saoudite.

Le Royaume de Bahreïn a pris conscience de l'importance des investissements directs pour l'économie nationale et a donc cherché, à travers de nombreuses initiatives et projets, à renforcer la position du Royaume aux niveaux régional et mondial dans le domaine de l'attraction des investissements, y compris le plan de relance économique mentionné ci-dessus. Le ministère de

l'Intérieur du Royaume de Bahreïn a récemment annoncé l'introduction de la "golden residence", un nouveau type de visa de résidence permanente pour attirer les résidents, les investisseurs et les personnes talentueuses en vue de s'installer au Royaume, ce qui, nous l'espérons, contribuera à promouvoir un cadre favorable à l'investissement dans de nombreux domaines.

Newsletter - La France et le Royaume de Bahreïn entretiennent des relations amicales et politiques fortes et anciennes basées sur le respect mutuel et la recherche des intérêts communs. Comment évaluez-vous aujourd'hui les relations bilatérales entre les deux pays ?

Le Royaume de Bahreïn poursuit les efforts constants afin de consolider ses relations avec la République française amie, qui constitue un partenaire essentiel du Royaume. Ces relations historiques ont connu de nombreuses étapes et se sont développées grâce à la volonté sincère des deux parties. Cette année, nous célébrons le cinquantième anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre Bahreïn et la France, remontant au 15 février 1972. Au cours des cinquante dernières années, les relations entre nos deux pays n'ont cessé de se développer. Nous avons des objectifs communs, en particulier concernant les efforts déployés pour parvenir à la paix et à la stabilité internationales et au développement durable, objectifs qui constituent la pierre angulaire de la diplomatie bahreïnie.

Je tiens à souligner l'importance du rôle du Haut Comité mixte franco-bahreïni, une instance qui nous permet, depuis sa création en 2013, de coordonner nos efforts pour atteindre nos objectifs, en consolidant les relations bilatérales et en réalisant les intérêts communs aux deux pays amis.

Ce partenariat a été consolidé par les nombreuses visites officielles effectuées par Sa Majesté le Roi Hamad bin Isa Al Khalifa, depuis sa prise de fonction en 1999, et qui confirment une réelle volonté de consolider les relations d'amitié et de coopération qui existent entre nos deux pays en tant que partenaires stratégiques face à toute épreuve, et entre nos deux peuples. Par ailleurs, de nombreux accords de coopération ont été signés dans divers domaines médicaux, culturels et éducatifs, lors de la dernière visite de Sa Majesté en France en avril 2019.

Sans doute les prochaines années seront marquées par davantage de coopération pour développer les relations bilatérales vers des horizons plus vastes afin de servir les aspirations des peuples français et bahreïni.

Newsletter - La France est le 11ème fournisseur de Bahreïn et son 32ème client, et le Royaume est le 101ème client de la France, son 80ème fournisseur et son 98ème excédent. Les échanges entre les deux pays, qui se sont contractés de près de


**Visitez le site
de la Chambre
de commerce
franco-arabe**
www.ccf franco-arabe.org

60 % en 2020, avoisinent en moyenne annuelle les 500 millions d'euros. C'est peu au vu des ambitions du Royaume de diversifier son économie et du savoir-faire des entreprises françaises qui peuvent l'accompagner dans son programme de développement.

a- Quels sont les leviers qui peuvent augmenter les échanges entre les deux pays ?

Il est important de rappeler que la République française fait partie des principaux marchés européens et mondiaux importants sur lesquels le Royaume se concentre en termes de renforcement des relations économiques et commerciales bilatérales, ainsi que de coopération en matière d'investissement. Je tiens également à saluer la place de la France en tant que grande puissance et son rôle important au niveau mondial. En outre, comme précité, la dernière visite officielle, en avril 2019, a permis de nombreuses réalisations grâce à la signature d'importants accords dans des domaines économiques et autres.

En tant qu'ambassadeur du Royaume de Bahreïn en France, je pense que l'organisation des forums d'affaires conjoints, qui jouent un rôle principal pour mettre la lumière sur le commerce et le climat favorable à l'investissement dans le Royaume, et les visites mutuelles entre les parties bahreïnie et française, en particulier dans les secteurs des affaires, contribuerait à renforcer ces relations vers de plus hauts niveaux.

A l'ambassade du Royaume de Bahreïn, nous soutenons tous les efforts à cet égard, et nous considérons que les initiatives et les projets annoncés tels que le plan de relance économique et la plateforme d'investissement, y compris la « golden residence », font partie des facteurs qui contribueront à consolider davantage ces relations. Bahreïn aspire à tisser des partenariats avec les secteurs des affaires français, à échanger des expériences et à bénéficier de leur potentiel.

b- Quels sont les secteurs économiques les plus prometteurs pour les entreprises françaises ?

Il existe de nombreux secteurs économiques prometteurs dans lesquels le Royaume de Bahreïn concentre ses efforts afin de les développer et y attirer les investissements directs, notamment les services financiers et bancaires, la technologie financière (Fintech), les technologies de l'information et de la communication, ainsi que les services sanitaires et éducatifs, en plus d'autres secteurs vitaux comme l'industrie manufacturière, le tourisme et les services logistiques, qui intéressent tous de nombreux investissements directs, comme je l'ai déjà mentionné.

Newsletter - Les implantations françaises au Royaume sont pour l'essentiel de grands groupes, notamment BNP Paribas, Vinci Energies, Aéroports de Paris, Veolia, EDF, ou encore Accor et Axa. Quel message adressez-vous aux PME-PMI françaises pour les encourager à investir dans votre pays ?

Mon message aux petites et moyennes entreprises françaises est que le Royaume de Bahreïn se caractérise par un climat favorable aux affaires, permettant de soutenir leurs ambitions et leurs aspirations dans divers domaines. En effet, Bahreïn n'impose pas de taxes et de frais sur ces investissements, et il permet aux étrangers d'acquérir la propriété à raison de 100%. D'autre part, les coûts



opérationnels pour l'établissement des entreprises étrangères sont considérés comme étant les moins élevés dans la région du Golfe. Par ailleurs, Bahreïn dispose d'une main-d'œuvre qualifiée, et il est relié aux principaux marchés voisins tels que celui du Royaume d'Arabie saoudite. « L'équipe de Bahreïn » déploie des efforts fructueux pour faciliter les liens entre les investisseurs et les décideurs, et soutenir les nouveaux investisseurs dans leurs projets. En outre, il convient de souligner, à cet égard, les valeurs de l'ouverture, de la diversité culturelle et de l'hospitalité par lesquelles se distingue le Royaume, ainsi que le grand respect et l'appréciation que les Bahreïnais vouent à la culture française.

J'espère donc que les facteurs que j'ai évoqués contribueront à inciter les entreprises françaises de toutes tailles à saisir l'opportunité d'investir au Royaume de Bahreïn. De notre côté, à l'ambassade, nous nous en félicitons et apportons notre soutien au renforcement des relations bilatérales entre les deux pays amis.

Newsletter - Sur le plan culturel, la coopération entre la France et le Royaume de Bahreïn est riche et diversifiée. L'Institut français et l'Alliance française sont très actifs dans le Royaume et les accords dans l'éducation et l'enseignement sont multiples entre les deux pays. Par ailleurs, la Mission archéologique française contribue au développement historique et culturel du pays et l'attrait pour le vivre à la française est reconnu et apprécié dans tout le Royaume. Comment expliquez-vous cet attrait pour la culture française ? Pensez-vous que le développement des relations culturelles contribue au développement des relations économiques ?

Les échanges culturels et éducatifs, entre nos deux pays, ont connu un grand essor. Aujourd'hui, nous pouvons être fiers du fait que le gouvernement ait introduit l'enseignement du français comme langue étrangère vivante dans les écoles publiques et privées, dans les établissements d'enseignement supérieur, sachant que c'est également déjà assuré au sein de l'Alliance Française. Par ailleurs, on constate l'augmentation du nombre d'étudiants bahreïnais qui poursuivent leurs études dans les universités françaises. Les nombreux accords et protocoles d'entente contribuent également à instaurer une coopération étroite et permettent de bénéficier de l'expertise française dans des domaines pionniers, comme le secteur médical, où le nombre de stagiaires bahreïnais dans les universités et instituts de médecine français, est en hausse.

En ce qui concerne le domaine des fouilles archéologiques, on ne peut que saluer l'étroite collaboration, notamment à travers la Mission archéologique française conduite au Royaume de Bahreïn depuis des décennies et qui travaille assidûment pour dévoiler les secrets de l'histoire des civilisations anciennes du Royaume.

Quant à la relation entre cette coopération culturelle et le développement des relations économiques, il existe sans doute un lien étroit entre les deux volets, car cette coopération contribue directement à accroître les domaines d'investissement et à créer de nouveaux projets communs.

Les échanges de la France avec les Pays Arabes

Progression en volume et baisse du solde commercial

Dans un contexte de forte reprise du commerce mondial de marchandises, estimée à plus de 15 %, les demandes adressées à la France rebondissent de 17 % en 2021 après une chute de - 15,8 % en 2020. Elles restent toutefois inférieures de 2 % par rapport à leur niveau de 2019. De leur côté, les importations françaises suivent la même tendance et affichent une hausse de 18,8 % après une contraction de - 13 % en 2020.

En valeurs, les exportations FAB, hors équipements militaires, s'établissent en 2021 à 500,9 milliards d'euros alors que les importations CAF culminent à 585,6 milliards d'euros. Il en ressort un déficit record de - 84,7 milliards d'euros, soit 20 milliards d'euros de plus qu'en 2020.

Par produits, plusieurs facteurs expliquent l'aggravation de ce déficit notamment, la forte augmentation des prix de l'énergie (+ 63,7 %), la diminution du solde manufacturier et agricole et la quasi-stagnation des exportations des produits pharmaceutiques qui restent à leur niveau record de 2020.

Par partenaires économiques, l'aggravation du déficit de la balance commerciale de la France traduit la baisse des soldes avec toutes les zones géographiques, mis à part l'Amérique. Ainsi, le solde commercial de la France se réduit de 10,8 milliards d'euros avec l'Union européenne. Il suit la même tendance avec les pays de l'Europe hors UE et recule de 4,9 milliards d'euros. Cette baisse est également constatée avec l'Afrique avec un recul de 2,1 milliards d'euros ainsi qu'avec l'Asie où le solde baisse également de 3,6 milliards d'euros. Enfin, avec les pays du continent américain, le solde commercial s'accroît de 1,6 milliard tout particulièrement avec les Etats-Unis, tiré par les ventes de vins et spiritueux, de vêtements et articles de mode et de produits de beauté.

Avec les pays arabes, le volume des échanges de la France affiche en 2021 une progression de 20 % s'établissant à 47,66 milliards d'euros après 39,61 milliards d'euros en 2020. Toutefois, si les exportations françaises vers les pays de cette zone progressent de 2 % passant à 23,20 milliards d'euros en 2021, après 22,76 milliards d'euros en 2020, les importations en provenance de ces pays s'envolent de 45 % en 2021 affichant 24,39 milliards d'euros après 16,84 milliards d'euros en 2020. Dans ces conditions, le solde commercial affiche un recul net de - 1,11 milliard d'euros en 2021 après un solde positif de 5,92 milliards d'euros en 2020. La forte aggravation du solde commercial avec les pays du Maghreb, qui passe à - 4,9 milliards d'euros en 2021 après - 614,496 millions d'euros en 2020, explique à elle seule la chute dans le rouge de la balance commerciale de la France avec les pays de la zone, malgré les soldes, certes en fortes baisse de près de 50 %, mais qui restent toutefois positifs avec les pays du Golfe et le groupe des pays autres de la région.

Avec les pays du Maghreb, le volume des échanges progresse de



22 % s'établissant à 28,22 milliards d'euros en 2021 après 23,13 milliards d'euros en 2020. Les importations françaises en provenance de ces pays progressent de 40 % passant de près de 11,8 milliards d'euros en 2020 à plus de 16,5 milliards d'euros en 2021 alors que les exportations françaises vers ces pays ne progressent que de 3 % s'établissant à près de 11,6 milliards d'euros en 2021 après 11,2 milliards d'euros en 2020. Ceci explique la chute du solde commerciale de la France avec le groupe de ces pays qui passe de - 614,496 millions euros en 2020 à - 4,9 milliards d'euros en 2021, presque le double du déficit enregistré en 2019 (- 2,3 milliards d'euros).

Avec les pays du Golfe, le volume des échanges affiche une progression de 19 % s'établissant à 14,5 milliards d'euros en 2021 après 12,2 milliards d'euros en 2020. Les échanges de la France avec les Emirats arabes unis, l'Arabie saoudite et Oman augmentent respectivement de 40, 28 et 11 % mais baissent de - 20, - 9 et - 8 % respectivement avec le Qatar, le Bahreïn et le Koweït. Concernant les exportations françaises vers ces pays, elles affichent une croissance modérée de 4 % alors que les importations françaises en provenance de ces pays progressent de 50 %. Toutefois la balance commerciale de la France avec ce groupe de six pays affiche un solde positif de 2,5 milliards d'euros, en forte baisse rapport à 2020 où il affichait 4,2 milliards d'euros.

Avec le groupe des autres pays arabes de la région qui comprend l'Egypte, le Soudan, Djibouti, l'Irak, le Liban, la Syrie la Jordanie, les Territoires Palestiniens et les Comores, les échanges de la France progressent de 14 % à 4,8 milliards d'euros en 2021 contre 4,2 milliards d'euros en 2020. Ces échanges affichent une forte progression avec l'Irak (103 %), la Palestine (44 %), la Jordanie (26 %) et les Comores (20 %). Ils affichent une baisse avec le Soudan (- 20 %), le Liban (- 14 %), le Yémen (- 9 %), la Syrie (- 6 %) et Djibouti (- 5 %) et stagnent avec l'Egypte (+ 2 %). Les exportations françaises vers ce groupe de pays affichent un recul de - 8 % à 3 milliards d'euros après 3,2 milliards d'euros en 2020 alors que les importations doublent leur volume à 1,8 milliard d'euros en 2021 après 969,789 millions d'euros en 2020. Le résultat final de ces échanges enregistre un solde positif en faveur de la France de 1,1 milliard d'euros, en baisse de 50 % par rapport à 2020.

Les pays du Maghreb participent à hauteur de 59,2 % dans les échanges entre la France et les pays arabes, les pays du Golfe à hauteur de 30,5 % et le groupe des autres pays à hauteur de 10,1 %. Par ailleurs, l'on constate que si les importations françaises progressent à un rythme important de 40 % en provenance des pays du Maghreb et à 50 % en provenance du Golfe, elles stagnent en provenance du groupe des pays autres. Enfin, les exportations françaises évoluent peu vers tous les pays de la zone : 3 % vers le Maghreb, 4 % vers les pays du Golfe et reculent de - 8% vers le groupe des pays autres.

Brèves économiques arabes

ARABIE SAOUDITE

Forte croissance économique en Arabie saoudite attendue en 2022. Compte tenu de la forte demande de pétrole, le PIB du secteur pétrolier devrait augmenter de 15,5 % en glissement annuel, selon un rapport publié par la Jadwa Investment qui prévoit également l'expansion de tous les secteurs de l'économie non pétrolière en 2022. Pour rappel, les prévisions du FMI et de la Banque mondiale prévoient respectivement une croissance de (4,8%) et de (4,9%).

13,5 M de barils par jour d'ici 2027. Selon le Ministre de l'Énergie saoudien, l'Arabie saoudite vise une capacité de production de pétrole d'environ 13,5 M de barils par jour d'ici 2027. Cet objectif s'inscrit dans un scénario de maintien de l'accroissement de la demande de brut et de la consommation.

BAHREÏN

3,1% de croissance en 2022. La Chambre de Commerce de Bahreïn anticipe une croissance de 3,1 % de l'activité économique du pays en 2022 après un rebond de 2,4 % en 2021. En 2021, le secteur des hydrocarbures a été le premier contributeur au PIB, représentant 18,5 %. Il est suivi par le secteur de la finance et des assurances (18 %) et l'industrie (14 %).

Visa de résidence de dix ans. Bahreïn accorde désormais un visa de résidence de dix ans. Le Royaume aspire à attirer les investisseurs et talents par ce Golden Residency Visa. Parmi les conditions d'obtentions : cinq ans de résidence dans le pays et un salaire mensuel minimum équivalent à plus de 5 000 dollars.

KOWEÏT

5,3 % de croissance en 2022. La Banque mondiale prévoit une croissance de 5,3 % de l'économie koweïtienne en 2022, suivie d'une légère baisse à 3 % en 2023. Du fait de la crise sanitaire, la croissance de l'Émirat avait chuté de 8,9 % en 2020.

LIBYE

Chute de la production pétrolière de 100.000 barils par jour. Le Président de la National Oil Company (NOC) de Libye, M. Mustafa Sanalla, a annoncé le 4 février que la production pétrolière quotidienne du pays, estimée à 946.000 barils en janvier 2022, a chuté de 100.000 barils par jour en raison de la mise hors service de 11 des 19 réservoirs de pétrole du pays. Selon M. Mustafa Sanalla, la NOC est en incapacité d'assurer la maintenance des réservoirs endommagés par les conflits armés des dernières années ainsi que par l'interruption de certains projets d'urgence.

SYRIE

Les pertes du secteur pétrolier syrien dépassent les 100 milliards de dollars depuis 2011. Les pertes directes et indirectes subies par le secteur pétrolier syrien depuis le début de la guerre en 2011 ont atteint 100,5 milliards de dollars, selon le ministre du Pétrole et des Ressources minérales M. Bassam Tohme, qui a donné un aperçu des performances du secteur en 2021. La production de pétrole a atteint 31,4 millions de barils en 2021, avec une moyenne de 85.900 b/j, bien en deçà des 387.000 b/j produits au

premier trimestre 2011 juste avant le déclenchement de la guerre. Sur la production totale en 2021, seuls 16.000 b/j ont été produits dans des zones détenues par le gouvernement et livrés aux raffineries du pays à Homs et Baniyas. Cela a laissé le régime syrien fortement dépendant des importations en provenance d'Iran, mais les approvisionnements irréguliers n'ont pas suffi à atténuer les pénuries l'année dernière. La Syrie a également produit environ 4,5 milliards de m³ de gaz naturel en 2021, avec une moyenne de 12,5 millions de m³ /j, contre plus de 8 milliards de m³ en 2011. Le ministre a déclaré que 79 % de ce volume était livré au ministère de l'électricité, 6 % au ministère de l'Industrie et 15 % au ministère du Pétrole et des Ressources minérales.

TUNISIE

Légère hausse des flux d'IDE entre 2020 et 2021. Selon l'Agence de Promotion de l'Investissement Extérieur (FIPA), le flux des investissements internationaux a atteint 1,876 millions de dinars tunisiens en 2021, en diminution de 0,5 % par rapport à l'année 2020 (1,886 millions de dinars tunisiens). Les investissements de portefeuille restent marginaux (31,5 millions de dinars) et en forte baisse (-39 % par rapport à 2020). Le secteur industriel représente le plus grand destinataire des IDE (29,3 %), le secteur des énergies vient en seconde position (29,3 %), puis le secteur des services (18,7 %) et le secteur agricole (0,4 %). La répartition régionale des IDE traduit également de grandes disparités : 56 % des IDE (736 millions de dinars) sont concentrés dans les régions du Grand Tunis (dont 339 millions de dinars dans le gouvernement de Tunis) et 19 % (253 millions de dinars) dans la région du NordEst. En ce qui concerne la répartition par pays des flux entrants d'IDE (hors énergie), la France se positionne en première place avec 439 millions de dinars ou 33 % du total des IDE, l'Italie est seconde (175 millions de dinars) et l'Allemagne troisième (80,1 millions de dinars).

MAROC

Selon l'Office des changes, la balance commerciale enregistre un solde déficitaire de 199,75 milliards de dirhams à fin 2021. Les importations ont enregistré un volume de 526,64 milliards de dirhams et les exportations 326,90 milliards de dirhams. Dans le détail, les ventes des phosphates et dérivés sont de l'ordre de 79,89 milliards de dirhams à fin décembre 2021, soit + 57,1 % par rapport à l'année passée, en raison notamment de la hausse de 19,05 milliards de dirhams des ventes des engrais naturels et chimiques, due à l'effet prix en hausse de 71,4 %. Du côté du secteur automobile, les exportations ont atteint 83,78 milliards de dirhams à fin 2021, soit + 15,9 % comparé à un an auparavant, le secteur de la construction enregistre + 10,27 milliards de dirhams. Quant aux secteurs « agriculture et agroalimentaire » et « textile et cuir », ils se situent respectivement à 68,37 milliards de dirhams (+ 9,2 % par rapport à fin 2020 et à 6,46 milliards de dirhams (+ 21,6 %) à fin décembre 2021. S'agissant des importations, elles se sont établies à 526,64 milliards de dirhams à fin 2021, soit + 24,5 % comparées à l'an passé, avec notamment une hausse des importations des produits finis de consommation (+ 28,19 milliards de dirhams), des produits énergétiques (+ 25,76 milliards de dirhams), des produits non finis (+ 22,10 milliards de dirhams) et des biens d'équipement (+ 13,75 milliards de dirhams).



INGENIERIE & CONSEIL

Eau - Environnement - Infrastructures -
Gestion des données environnementales

Antea Group

Understanding today.
Improving tomorrow.

Antea Group est en France l'un des acteurs majeurs de l'ingénierie de l'environnement et de la valorisation des territoires. Fortes de 850 collaborateurs et positionnées sur quatre grands métiers, l'Eau, l'Environnement, les Infrastructures et la Donnée environnementale, nos équipes interviennent en France métropolitaine, dans les DOM et à l'international.

Nous sommes présents auprès d'une clientèle très diversifiée, constituée de grands groupes industriels, de PME dynamiques, de collectivités locales ou de gouvernements. A tous nous avons à cœur de répondre avec le même engagement et la même volonté d'apporter des solutions opérationnelles. Notre ingénierie adresse des problématiques très contemporaines et complexes, qui nécessitent la mobilisation de savoirs techniques pointus et la combinaison d'expertises diversifiées. Nous trouvons ces compétences au sein du groupe qui compte 3200 collaborateurs à travers le monde. Pour autant nous voulons également être en connexion avec d'autres expertises, avec les entreprises les plus

innovantes et avec toutes les régions du monde ; aussi sommes-nous membre fondateur de l'alliance environnementale Inogen qui regroupe plus de 60 partenaires et 7000 ingénieurs ou consultants répartis dans près de 70 pays, constituant ainsi l'un des tous premiers réseaux mondiaux.

Si nous avons réalisé quelques beaux projets au Proche-Orient et au Moyen-Orient, nous avons depuis quelques années la volonté d'intensifier notre développement par la mise en place de partenariats avec les acteurs du monde arabe. Nous sommes donc aujourd'hui heureux et fiers de rejoindre les membres de la CCFA pour apporter notre contribution active au développement conjoint engagé depuis des années.



Pascal VOYEAU

Directeur général Antea France

Nous vous accompagnons durant tout le cycle de vie de vos projets :

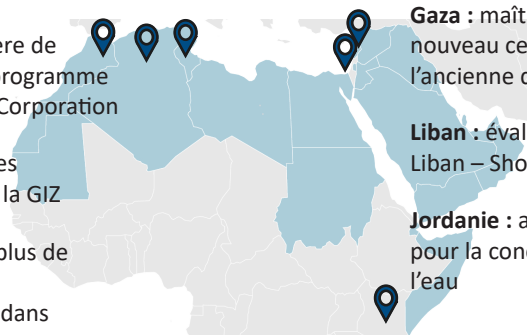
- Etude, pré-étude, audit et diagnostic
- Assistance à maîtrise d'ouvrage
- Maîtrise d'œuvre de conception et réalisation
- Clé en main et travaux
- Mesures d'eau et d'air
- Management de la donnée environnementale

Exemples de projets

Maroc : assistance technique environnementale, sociale et en matière de réinstallation de populations pour le programme "Compact II" du Millenium Challenge Corporation

Tunisie, Maroc, Algérie : évaluation des systèmes d'information sur l'eau pour la GIZ

Afrique australe : due diligence pour plus de 100 stations-services et installations pétrolières d'un groupe multinational dans plusieurs pays



Gaza : maîtrise d'œuvre pour la conception détaillée d'un nouveau centre de stockage des déchets, réhabilitation de l'ancienne décharge, suivi des travaux de construction

Liban : évaluation des ressources en eau sur le Mont Liban – Shouf Biosphere Reserve

Jordanie : assistance technique pour l'Union Européenne pour la conception du système national d'information sur l'eau



Membre de l'alliance

